

DEFIS ET ENJEUX POUR LA CORSE?

Souces donnée www.corse-economie.eu

- ❖ **Le problème démographique est fondamental à long terme**
- ❖ **La Corse n'est pas bien positionnée face à la crise**
- ❖ **Le modèle économique corse qui ne répond pas aux principaux problèmes structurels :**
 - ✓ Trappe à bas salaire
 - ✓ Économie encore loin de la connaissance
 - ✓ Développement durable
 - ✓ Déséquilibre des finances publiques
 - ✓ Pauvreté préoccupante : 7% au dessus de la moyenne nationale
- ❖ **Action publique : il faut repenser l'intervention économique**

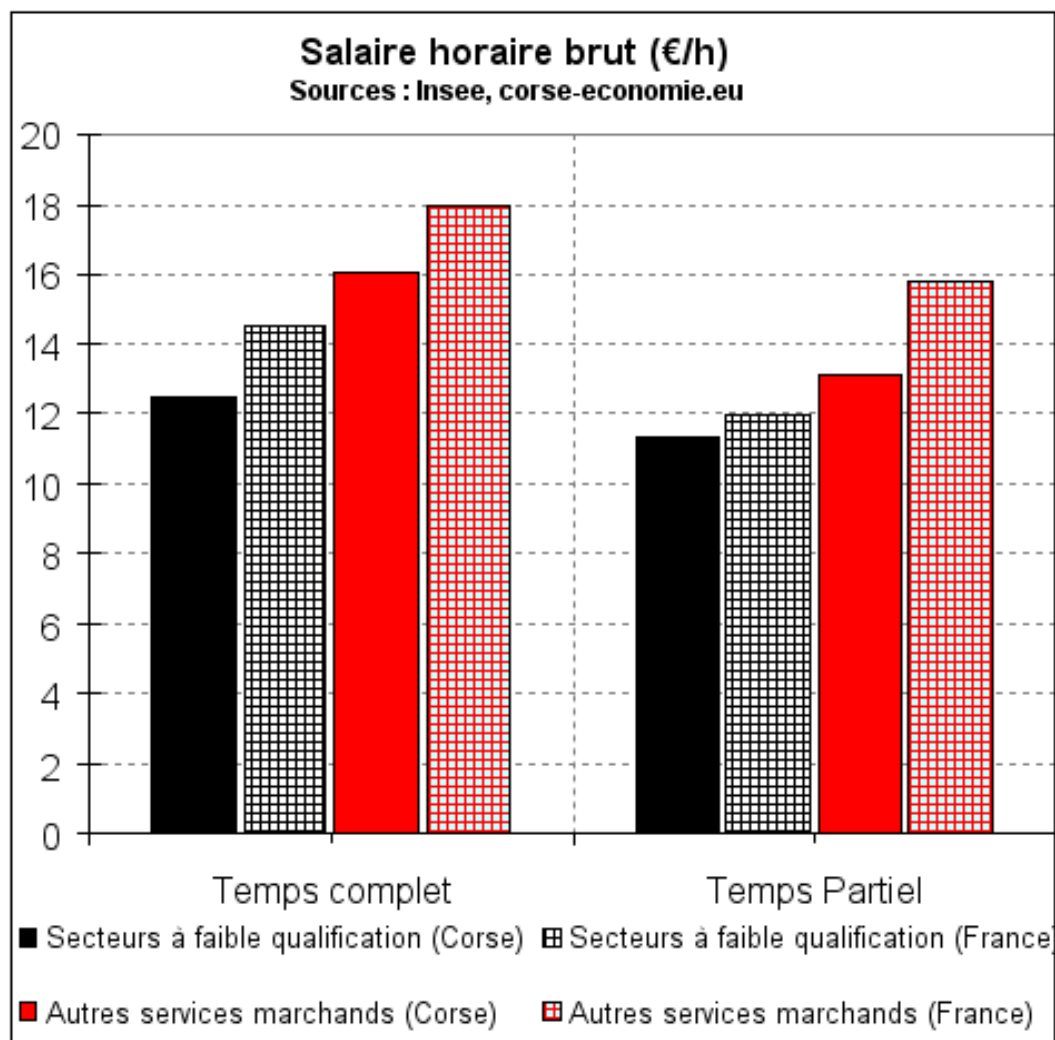
La démographie: un problème fondamental à long terme

➤ Les faits :

- ❖ **Un solde naturel nul** (taux de fertilité de 1,6 % en 2007 ; seuil de renouvellement de 2,1 %)
- ❖ La croissance de la population (+1,9 % par an entre 1999 et 2006) est **uniquement due à l'immigration**.
- ❖ **Un vieillissement rapide** : immigration principalement concentrée entre 35 et 70 ans.
- ❖ **Dans 10 ans**, 22 % des immigrants arrivés entre 1999 et 2006 seront à la retraite (+ de 65 ans) ; 35 % 20 ans.

Un modèle qui ne répond pas aux problèmes structurels la question des salaires

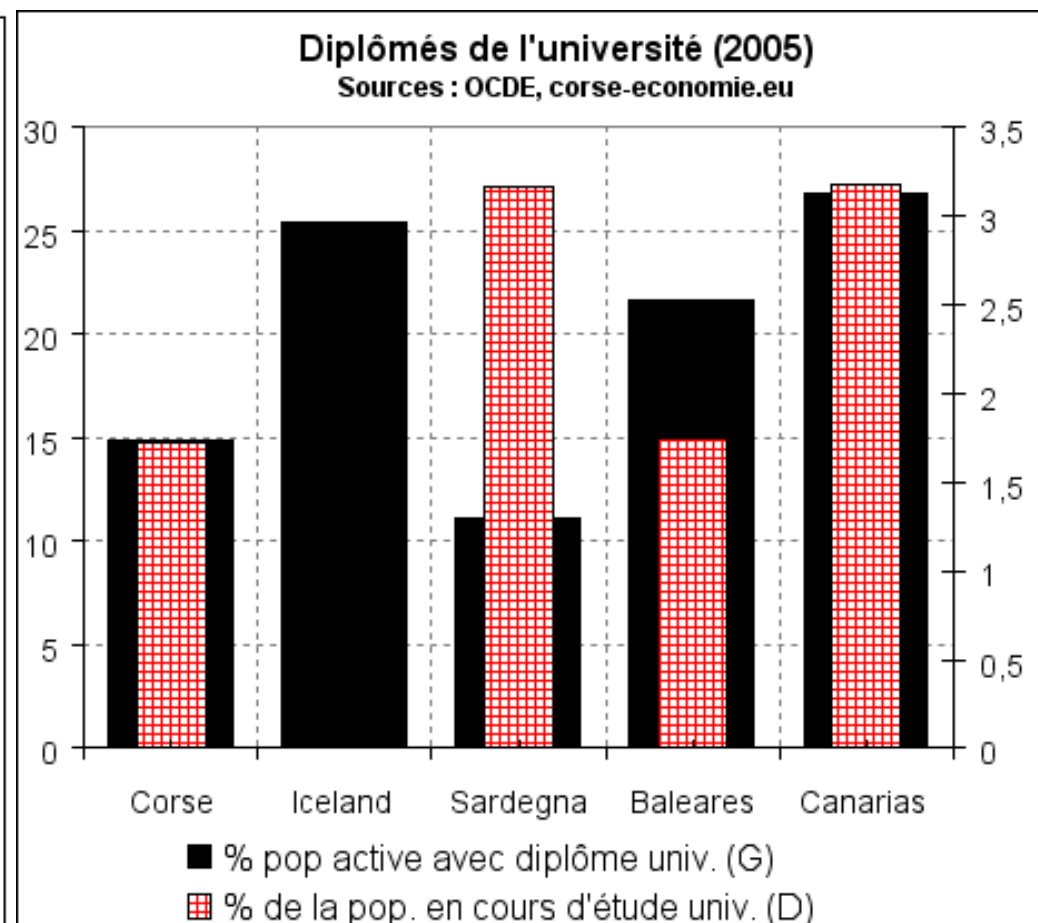
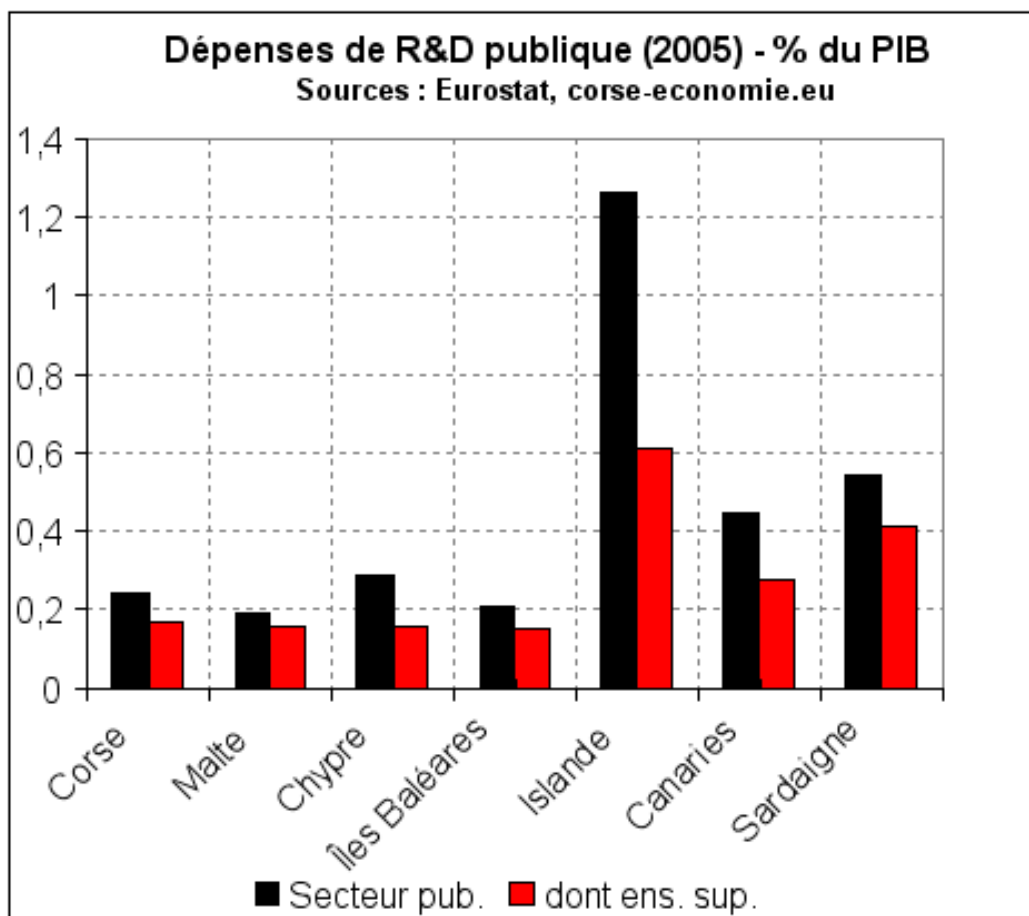
- Les salaires sont inférieurs dans tous les secteurs marchands par rapport au Continent. L'écart est encore plus fort dans les secteurs peu qualifiés.
- Sur un an, entre le salarié moyen dans les secteurs à faible qualification en Corse et le salarié moyen dans les autres secteurs sur le Continent, la différence de rémunération (1600 h/an) atteint **8 100 €** en 2006.



Un modèle qui ne répond pas aux problème structurels

Une économie loin de la connaissance

- **Le niveau de qualification en Corse est faible**, y compris chez les 25-35 ans (même si amélioration depuis 10 ans).
- Dans le même temps, les **dépenses de R&D publiques** (pas de données pour secteur privé) **sont aussi beaucoup trop faibles**. De plus, le niveau stagne en Corse, alors que des efforts importants sont faits en Sardaigne et aux Canaries.
- Entre 2004 et 2006, dépenses R&T de la CTC + départements : moins de 3 M€.



Un modèle qui ne répond pas aux problèmes structurels

Une économie loin de la connaissance

- **Une réponse logique** aux problèmes structurels de la Corse est de chercher à favoriser le **développement d'entreprises innovantes (services à haute intensité en connaissance et « technologie vertes »)**.
- De plus, améliorer la maîtrise de l'innovation (**pas uniquement technologique** mais aussi dans les processus de production ou dans la commercialisation) semble indiqué pour générer des gains de productivité.
- Faire passer les dépenses de R&D publiques de 0,2% du PIB à 1 % représente **un effort supplémentaire de plus 50 M€ pour 2007**.
- Avec la croissance du PIB en valeur, **maintenir à 1 % du PIB impliquerait une progression constante des dépenses, pour atteindre 100 M€ en 2013**. Or, le mode de soutien est déjà en grande partie contractualisé pour 2007-2013. Pas vraiment de marge de manœuvre pour viser aussi haut.
- Il n'est **pas envisagé de subventionner massivement la R&D publique**. Or, un effort public important est la base de l'innovation technologique. **Difficile de faire sans**.
- Les **ressources en termes de laboratoire de recherche ou humaines ne sont de toutes les façons pas assez importantes** pour absorber de telles sommes.

Politiques possibles à mettre en oeuvre

- **Attirer des centres de recherche extérieurs en offrant des conditions d'accueil optimales** (locaux, salaires et frais de fonctionnement, notamment de transport) et une **lisibilité du financement sur plusieurs années** (5-10 ans) pour permettre d'envisager une implantation durable.
- **Privilégier les structures légères**, à la fois en homme mais aussi en matériel
- **Nécessité de pouvoir assurer un suivi et une évaluation des sommes engagées.** Ne pas trop s'axer sur l'interaction avec les entreprises dans une 1^e phase. Amélioration de la couverture statistique.

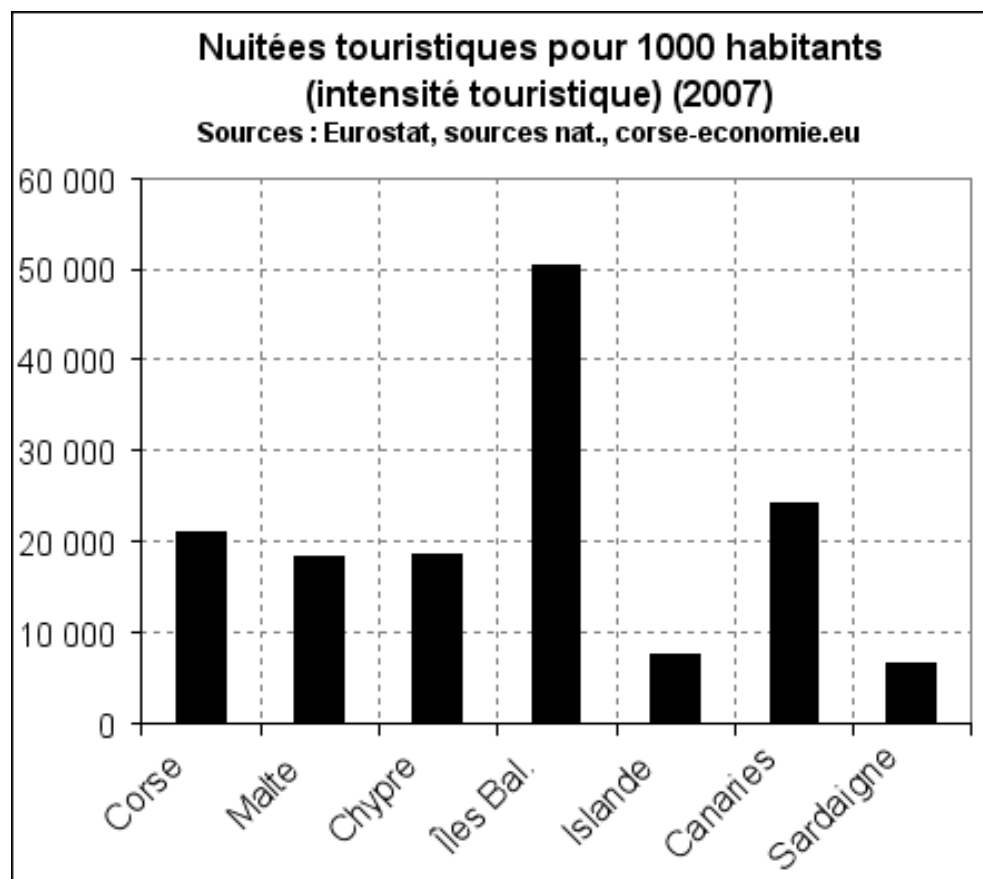
Déjà fait par la CTC, à renforcer

- Enfin, **convaincre les entreprises corses**, y compris dans les secteurs peu qualifiés, à **investir dans l'innovation**. Les gains de productivité sont à la source de la croissance des salaires réels
- **Favoriser la formation de « cluster »**, agglomération d'entreprises tournant autour d'un même thème

un modèle qui ne répond pas aux problèmes structurels

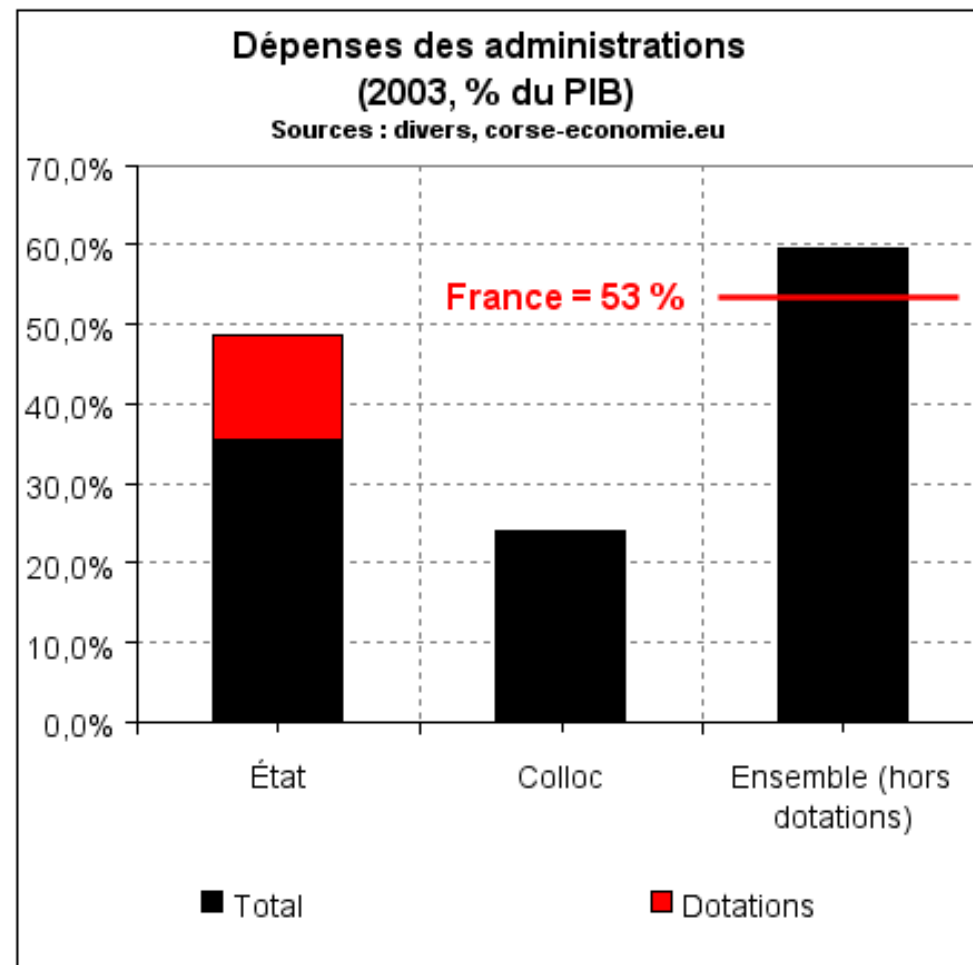
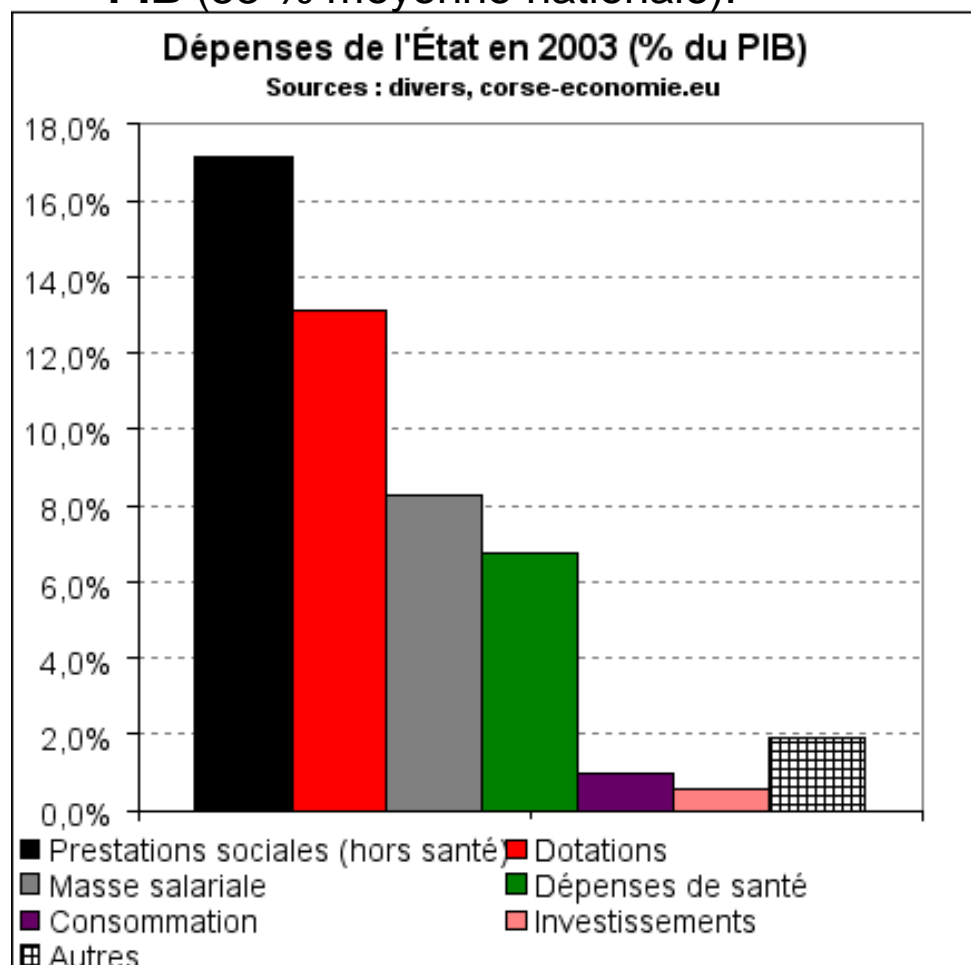
La maîtrise du développement touristique

- **L'exploitation touristique génère des gains mais aussi des coûts.** Intensité touristique déjà forte en Corse.
- **Les déficits** en termes d'infrastructures de traitement des déchets, de gestion de ressources et du traitement des eaux usées, **énergétique sont aggravés par les flux touristiques.**
- **L'environnement** peut être assimilé à une **matière première renouvelable**, une exploitation n'est viable que si elle est pensée pour être pérenne. Il faut éviter la stratégie de la fuite en avant adoptée par la pêche, c'est-à-dire une **surexploitation** qui mène à **l'épuisement** de la **ressource**.
- **Une fois la fuite enclenchée, le coût d'un retour en arrière augmente avec le temps.**



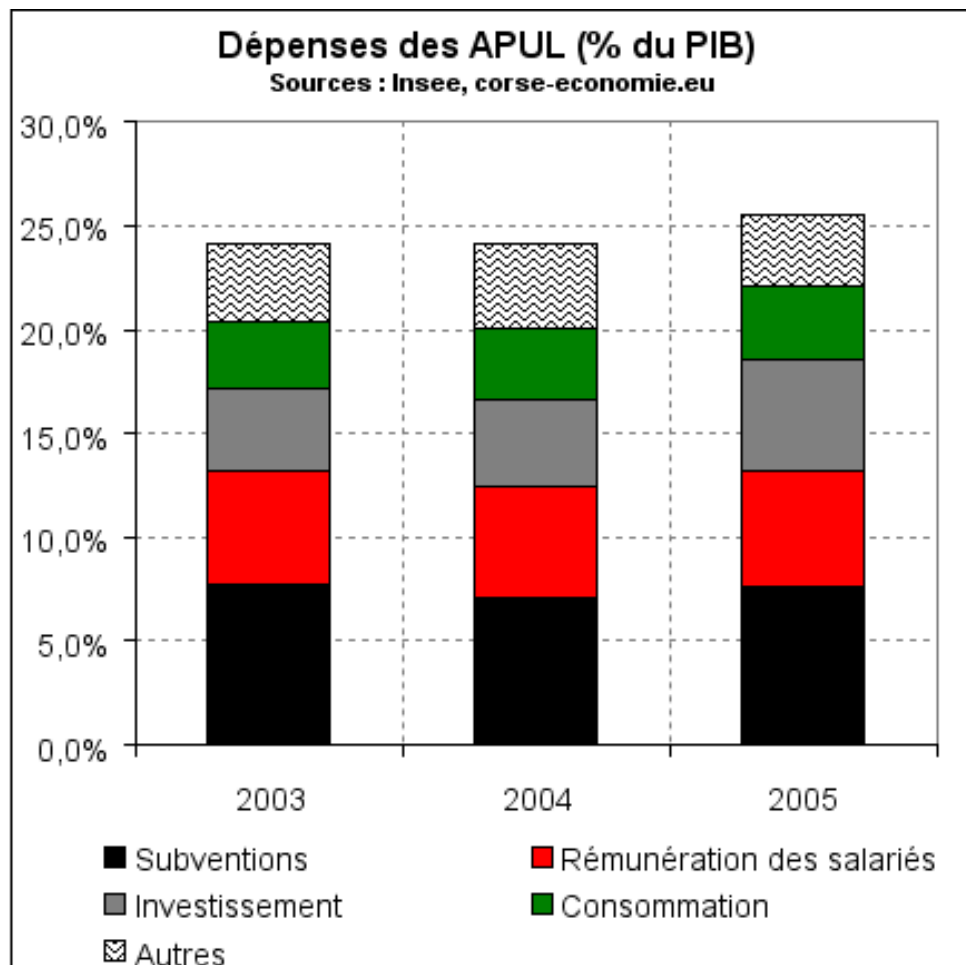
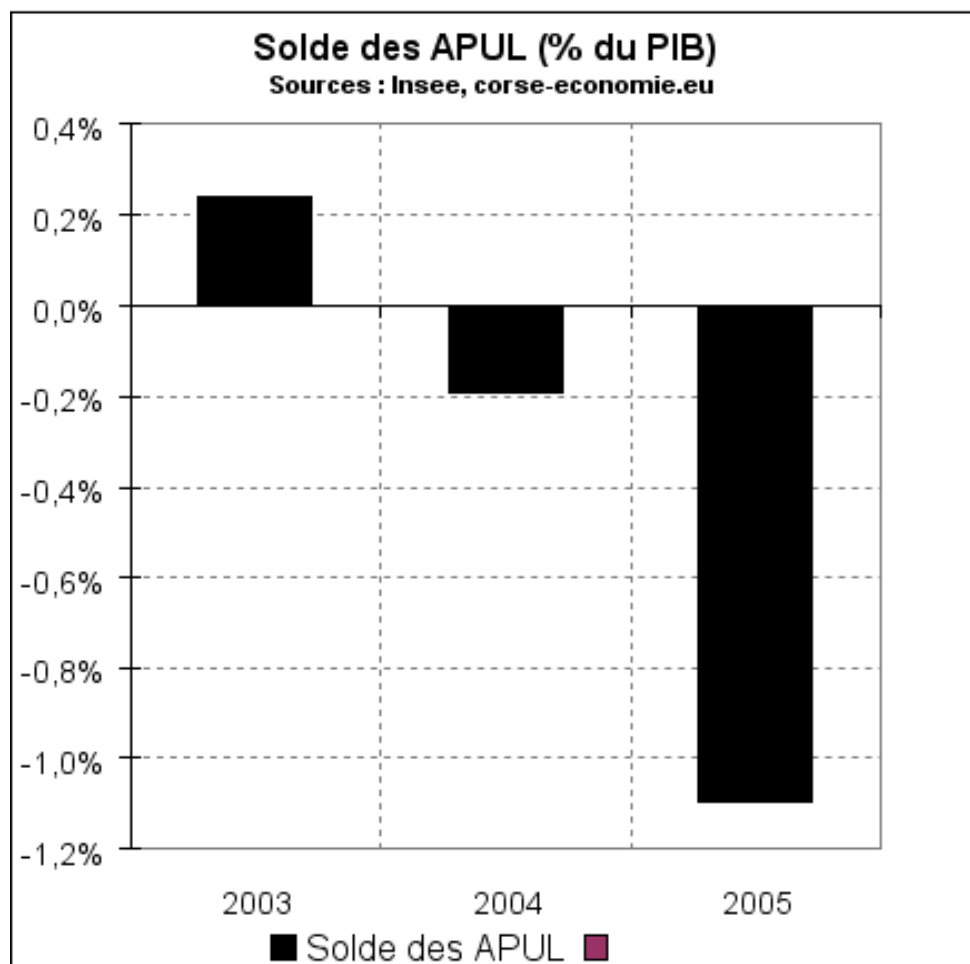
L'excès de dépenses publiques

- Les **dépenses de l'État** sont principalement des dépenses de « rente » : salaires, prestations sociales. Les dotations à destination des collectivités locales représentent 13 % du PIB en 2003.
- Estimation de l'auteur = dépenses de l'État hors dotations en 2003 36 % du PIB. Collectivités locales : 24 %. **Au total, les dépenses publiques pèsent au moins 60 % du PIB (53 % moyenne nationale).**



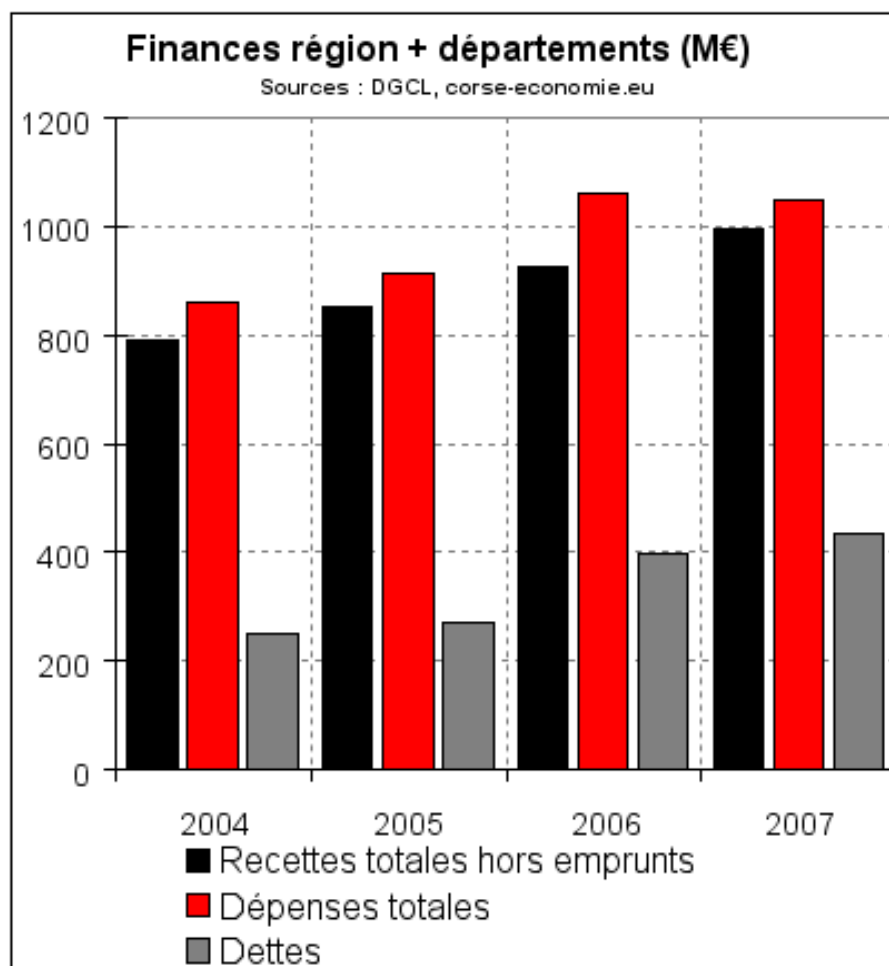
L'excès de dépenses publiques

- Les APUL (administrations publiques locales) sont les premières à subventionner et à investir.
- **Le déficit s'est nettement creusé depuis le dernier exercice positif en 2003.** En 2005, il atteint 1,1 % du PIB. Depuis le déficit s'est encore creusé (cf. ci-après).
- **L'économie corse a donc été stimulé par les pouvoirs publics locaux depuis 2003.**



L'excès de dépenses publiques

- La région + départements sont en déficit depuis 2002. Par conséquent, la **progression des dépenses est financée à crédit**.



Finances de la CTC (millions €)	2004	2005	2006	2007
Recettes totales	471	497	579	630
Recettes totales de fonctionnement	391	414	433	466
Impôts directs	3	3	3	3
Impôts indirects	92	96	104	125
<i>Dont TIPP (26 pt + autres)</i>	25	26	29	41
<i>Taxe sur les transports</i>	24	24	26	28
<i>Taxe sur les tabacs</i>		36	40	40
<i>Cartes grises</i>	6	8	8	11
Dotations de l'État et autres	296	315	327	338
Recettes d'investissements hors emprunts	18	43	31	94
Subventions d'équipements reçues	8	34	19	74
FCTVA	7	7	11	15
Emprunts	62	40	114	70
Dépenses totales	459	507	584	610
Dépenses de fonctionnement (hors intérêts)	295	314	331	352
Achats et charges externes	15	17	18	21
Masse salariale	17	21	23	31
Subventions pures	15	29	31	29
Contrib. Oblig.	241	240	252	252
<i>Continuité territoriale</i>	168	174	179	180
<i>Autres contributions obligatoires</i>	72	67	73	72
Dépenses d'investissement (hors dette)	138	185	245	244
Investissement	71	119	161	163
Subventions pour investissement	65	66	84	78
Charges d'intérêts	2	3	5	6
Remboursement du capital de la dette	24	6	3	9
Solde hors emprunts et charges de la dette	-24	-42	-112	-36
Solde hors emprunts	-50	-50	-119	-51
Encours des dettes bancaires et assimilées	94	129	240	302
Charges de la dette	27	8	7	13

L'excès de dépenses publiques

- Recettes des grandes collectivités insuffisantes pour faire face à l'ensemble des dépenses. Déficit récurrent depuis 2002 et dette totale en nette progression.
- **Les dépenses de la CTC + départements sont globalement identiques au total des impôts levés en Corse. Pour compenser les dotations, il faudrait percevoir l'IR + TVA + IS + toute la TIPP.**
- Dans ces conditions, les marges de manœuvre pour augmenter les ressources sont réduites, ce qui va peser sur les dépenses à venir (situation de déficit et dépenses contractualisées).

	2004	2005	2006	2007
Total impôts levés	833	999	1 013	1 069
Imposition sur le revenu	146	159	172	162
Total des recouvrements DGI	321	456	444	501
Total taxes locales	229	246	263	273
TIPP	136	138	135	133
Recettes budgétaires Etat+SS (DGI)	274	346	354	400
Impôts sociétés	10	61	75	96
Taxes sur les salaires	22	1	1	1
ISF	5	6	7	10
Enregistrement	20	22	23	23
TVA	201	209	231	253
Autres recettes	16	46	17	17
recettes non budgétaires (incl. TS)	47	110	90	101
Mutations colloc	27	30	37	42
Taxes sur les transports	24	24	26	27
Taxes sur les salaires	0	26	26	27
Autres	-4	29	1	4
Taxes locales	229	246	263	273
THAB	79	84	91	95
TFB	82	87	93	97
TEOM	24	25	26	27
TFNB	4	4	4	4
TP	55	61	65	66
Autres hors TEOM	9	9	9	10

	2004	2005	2006	2007
Recettes totales	871	918	1 063	1 085
Recettes totales de fonctionnement	698	727	784	828
Impôts	216	231	254	281
Dotations	482	496	530	547
Recettes d'inves. hors emprunts	94	127	141	166
Emprunts	79	64	139	91
Dépenses totales	862	914	1 063	1 047
Dépenses de fonct. (hors intérêts)	565	589	631	669
Masse salariales	80	87	94	109
Contrib. Oblig.	274	278	292	294
Subvention pures	24	38	42	43
Dépenses d'inv. (hors dette)	229	274	370	341
Charges d'intérêts	10	11	15	12
Remboursement du capital de la dette	58	41	47	25
Solde hors emprunts	-70	-61	-139	-54
En % de PIB	-1,2%	-1,0%	-2,1%	-0,8%
Encours des dettes bancaires et assimilées	248	272	398	433
En % de PIB	4,3%	4,4%	6,0%	6,2%

Les réponses : entre incantation et réalisme Faire beaucoup avec peu

- Les priorités affichées sont en contradiction avec l'objectif de diversifier le tissu économique :
 - L'agriculture **pèse 2 % du PIB** mais devrait recevoir **10 % des dépenses** totales ;
 - **L'innovation** ne reçoit que **40 M€ par an**, souvent sous forme de subventions aux entreprises, **loin des 100 M€ à cibler fin 2013** ;
- Une politique trop axée sur les dépenses d'investissement en infrastructure **au détriment** des investissements capables d'assurer la **durabilité du tourisme et de l'investissement dans le capital humain**.
- Il faut réfléchir dès maintenant à 2014-2020 si l'on veut corriger quelque chose. **Nécessité de réfléchir très en amont pour définir une politique publique.**

une économie loin de la connaissance

- **Absence de ressources fiscales nécessaires pour assumer des choix ambitieux.** Dans l'attente d'une réflexion sur les ressources de la CTC et des départements (% des recettes fiscales contre diminution des dotations), **une piste possible est de taxer une partie de la richesse produite par le tourisme pour financer des plans viables.**

Taxation de l'occupation de l'espace (objectif fiscal et environnemental) via taxe sur les résidences secondaires. **Taxation des touristes** (grande assiette mais faible montant) via taxe sur les nuitées et pour le transport. Enfin, **captation de la valeur ajoutée produite** (% de la TVA ou de la TIPP). Une taxe sur les entreprises semble peu souhaitable car au détriment des salaires locaux.

Hors TVA et TIPP, une taxation haute peut générer 90 M€/an.

Nb de résidences secondaires (2005)					
69 167					
Taxes sur les résidences secondaires					
euro/an	100	200	500		
Revenus	6,9	13,8	34,6		
Nuitées en campings (2008)			Nuitées en hôtels (2008)		
3 393 363			2 909 638		
Taxe sur les nuitées					
En euro/nuit	1	2	5		
Revenus	6,3	12,6	31,5		
Taxe sur les transport					
	2000	2002	2004	2006	2007
M €	23,8	25,2	23,9	25,8	27,3
TVA (hors produits pétroliers)					
	2000	2002	2004	2006	2007
M €	151,0	166,4	201,1	230,8	253,0
sources : Insee, DGI, corse-economie.eu					
Taxes touristiques (hors part TVA)					
	Basse	Haute			
	40,5	93,4			